

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Révolutions numériques censurées

Rosier, Karen

Published in:
Bulletin social et juridique

Publication date:
2011

Document Version
le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):
Rosier, K 2011, 'Révolutions numériques censurées' *Bulletin social et juridique*, Numéro 450, p. 14.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.



Révolutions numériques censurées

À côté des menaces sérieuses à l'encontre des États que sont les cyberattaques contre leurs systèmes, l'utilisation de l'internet a révélé toute son efficacité comme outil de contestation populaire.

Les événements récents, notamment en Tunisie, en Égypte et en Lybie, ont en effet montré le rôle croissant d'internet comme vecteur de communication libre et comme outil de contact entre les éventuels opposants d'un régime.

Il est désormais acquis que, nonobstant le caractère chaotique et désordonné, l'internet joue, notamment par le biais des réseaux sociaux, le rôle d'un vecteur médiatique libre par rapport à une presse à la solde du pouvoir en place.

Pour tenter d'endiguer le mouvement contestataire, le gouvernement égyptien a coupé le réseau internet fixe par l'intermédiaire des fournisseurs d'accès afin de paralyser complètement les connexions tant depuis l'Égypte qu'à destination de celle-ci¹.

Il s'agit véritablement d'une forme de censure généralisée moderne et de suppression d'un support de liberté d'expression². Ce serait la première coupure d'internet autoritaire d'une ampleur aussi importante. Le gouvernement libyen lui a depuis lors emboîté le pas en contraignant les opérateurs à couper le réseau³.

Certains gouvernements démocratiques envisagent également la question de la possibilité sur le plan légal de contraindre des opérateurs à couper l'accès à l'internet.

En effet, un débat a lieu à l'heure actuelle depuis plusieurs mois aux États-Unis sur une proposition visant à déterminer dans quelles conditions, pour des raisons de sécurité publique, le gouvernement américain pourrait être amené à prendre une décision identique (*l'internet kill switch*)⁴. Il est probable que la question soit également évoquée avec l'O.T.A.N. et l'Union européenne dans le cadre des discussions en cours sur la cybercriminalité⁵.

KAREN ROSIER

Assistante à la faculté de droit des F.U.N.D.P.

Chercheuse au Centre de recherches

informatique et droit (C.R.I.D.), F.U.N.D.P.

Avocate au barreau de Namur

1 Sur les différents moyens de contrôler l'internet, voy. E. WÉRY, « L'Égypte se retire de l'internet ! », 1^{er} février 2011, www.droit-technologie.org.

2 88 % du réseau internet n'aurait plus été disponible en Égypte (« La coupure d'internet en Égypte, une première mondiale par son ampleur », 28 janvier 2011, www.libération.fr).

3 Voy. D. LELOUP, « La Libye bloque internet la nuit », 19 février 2011, www.lemonde.fr.

4 Voy. D. McCULLAGH, « Internet "kill switch" bill will return », 24 janvier 2011, http://news.cnet.com/8301-31921_3-20029282-281.html.

5 « Lynn in Europe to Discuss Cybersecurity », 24 janvier 2011, www.govinfosecurity.com.